

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 15/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL ETABLISSEMENTS PATEBEX

Route de Montréal
11150 Bram

Référence : UID11/66-C3-2023-458
Code AIOT : 0018200025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement SARL PATEBEX implanté Dominique 11170 Alzonne. L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL PATEBEX
- Dominique 11170 Alzonne
- Code AIOT : 0018200025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ETS PATEBEX exploite la carrière d'Alzonne au lieu-dit "Dominique", depuis 2002. Elle a été ouverte afin d'alimenter les centrales à béton de la société et les chantiers de l'agglomération de Carcassonne.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- arrêté préfectoral de mise en demeure daté du 3 novembre 2022
- suites de la précédente inspection (tonnage, plan d'exploitation, bornage, etc)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions préliminaires à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 2.6.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Équipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 1.7.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 3.2.1.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des installations	Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 1.2.1	/	Sans objet
5	Eaux d'exhaure - eaux pluviales – eaux de nettoyage	Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 5.3.7.	/	Sans objet
6	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 4.2.3	/	Sans objet
7	Aires et cuvettes étanches	Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 5.11.2.	/	Sans objet
8	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a corrigé les constats ayant entraînés une mise en demeure en 2022. Toutefois, certaines autres prescriptions ne sont aujourd'hui pas respectées, cela conduit à proposer une nouvelle mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tonnages et puissance
Prescription contrôlée : [...] Périmètre autorisé : 18,5 ha Périmètre d'extraction : 15,5 ha Durée : 25 ans Production moyenne : 120 000 t/an Production maximale : 160 000 t/an Puissance totale des installations : 670 kW [...]
Constats : L'exploitant a indiqué avoir produit en 2022 68 000 tonnes de granulats et 2000 tonnes d'enrochement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions préliminaires a l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 2.6.1.
Thème(s) : Autre, bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc ; un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté ; le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des côtes mini et maxi et des différentes zones remises en état. Ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Il a été constaté des poteaux peints en blanc mais les bornes n'ont pas été

retrouvées. Cette absence avait été constatée lors de la précédente inspection en 2022.

Il est demandé à l'exploitant de positionner des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Équipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 1.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Constats :

Les différentes machines abandonnées, constatées lors de la précédente inspection en 2022, sont toujours présentes sur l'installation. L'exploitant a indiqué qu'une partie sera réutilisée mais que certaines machines partiront à la ferraille.

Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les équipements abandonnés d'ici la fin de l'année 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 3.2.1.

Thème(s) : Autre, plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Chaque année, est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site.

Sur ce plan sont reportés :

les dates de levée ;

le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;

les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;

les clôtures ou tout dispositif équivalent ;

les bords de la fouille ;

le périmètre d'extraction ;

les zones particulières de préservation écologiques ;

les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés ;

les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes tous les 10m de profondeur ;

<p>la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat et, en particuliers ceux dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique ;</p> <p>Les installations de prélèvements d'eau ;</p> <p>les exutoires de rejets des effluents aqueux ;</p> <p>l'emplacement exact du bornage ;</p> <p>l'étendue des zones décapées et l'emplacement des zones de stockage des déchets inertes d'extraction internes ;</p> <p>les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour calcul des garanties financières ;</p> <p>les zones où l'exploitation est terminée, celles en eau, celles remblayées et celles remise en état ;</p> <p>les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;</p> <p>les piézomètres, cours d'eau, et fossés limitrophes à la carrière.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation présenté par l'exploitant lors de l'inspection ne comprend pas toutes les informations réglementaires. Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan à jour avec notamment les zones où l'exploitation est terminée et celles remises en état.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Eaux d'exhaure -eaux pluviales – eaux de nettoyage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 5.3.7.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets d'eaux au milieu naturel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets d'eaux, notamment les eaux pluviales, doivent respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les MEST une concentration inférieure à 35mg/l (NF T 90105), - la DCO, sur effluent non décanté, une concentration Inférieure à 125 mg/l (NFT 90101), - les hydrocarbures une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90114).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'analyse daté du 24/06/22 qui indique une concentration en hydrocarbures inférieure à 0.10 mg/L.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Suivi des retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 4.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, jauges de retombées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois selon la norme NF X 43-014 (2017).</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour.</p>

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. [...]
Constats : L'exploitant a présenté un plan de surveillance des émissions de poussières. Il est indiqué que le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par 6 jauges de retombées, une jauge témoin, 3 de type c et 2 de type b. Les données de la campagne de début 2023 montrent des valeurs inférieures à 500 mg/m ² /jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Aires et cuvettes etanches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 5.11.2.
Thème(s) : Risques chroniques, capacité de rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. [...]
Constats : Il a été constaté un bac de rétention sous les fûts métalliques et les bidons. Quelques bidons de liquide étaient stockés sans rétention dans un autre conteneur mais l'exploitant les a rangés sur les bacs de rétention durant l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Autre, registre chronologique
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas recevoir de déchets ou terres excavées provenant de l'extérieur pour l'instant.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, ravitaillement et l'entretien des engins
Prescription contrôlée : [...] Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. [...]
Constats : Il a été constaté un petit regard en béton qui collecte les eaux provenant de l'aire étanche. Ce regard ne permet pas de stocker toutes les eaux de ruissellement et celles liées à un déversement accidentel d'hydrocarbures. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un équipement permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels (séparateur d'hydrocarbures, grosse cuve, etc).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois